L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

Lundi 15 novembre 2021

Les barbelés de la honte et le mur de l'argent

Ils sont près de 3 000, hommes, femmes et enfants coincés entre la frontière de la Pologne et de la Biélorussie, victimes de la misère et des calculs sordides des dirigeants de l'Union européenne et de la Russie. Enfermés dehors. À l'extrême droite et à droite, tout le monde y va de son couplet de haine. À gauche, loin de dénoncer le mythe réactionnaire de cette invasion supposée, on brode sur la meilleure façon de tenir les migrants à distance. Mais tous multiplient les promesses de « solutions sécuritaires ». Les frontières protégeraient l'Europe, assurant la paix et la prospérité intérieures, contre les menaces extérieures. Vraiment ?

Frontières de sang et d'argent

Les populations migrantes sont depuis un siècle dans le monde estimées à 3 %, et avec l'augmentation de la population mondiale leur nombre croît. La misère, les guerres et désormais le réchauffement climatique en sont les causes premières, dont les origines ne sont jamais loin des profits des multinationales. Mais ce chiffre, contre toute attente étonnamment stable, concerne essentiellement des mouvements dans les pays du Sud ; seul un tiers va du Sud vers les pays riches.

L'Union européenne et ses 447 millions d'habitants avec quelques centaines de milliers de migrants n'est pas envahie. L'idée répandue est que les frontières empêcheraient une déferlante, et qu'en multipliant les barbelés il y aurait moins de problèmes ! Il n'en est rien. Depuis 1990, le nombre de kilomètres de frontières n'a cessé de croître ; 27 000 kilomètres supplémentaires, portant le nombre total à 253 000. Près de 40 000 kilomètres de frontières sont fermés ou en voie de l'être : on compte aujourd'hui une cinquantaine de murs dans le monde alors qu'il en existait 19 à la fin de la guerre froide, il y a trois décennies.

Le marché mondial de la haine

Les marchandises, les matières premières pillées et les flux financiers circulent librement alors que l'humanité est cisaillée par un labyrinthe de barbelés. Mais ces frontières ne sont pas inutiles pour tout le monde. Le secteur privé en tire de vrais profits. Le marché mondial de la haine représentait 17 milliards d'euros en 2016, et on annonce 53 milliards à l'horizon 2022. Drones, robots-chiens, surveillance faciale, murs et gestion privée de camps, voilà le beau monde qui se fait devant nous. La Méditerranée est devenue un tombeau marin et Calais une prison à ciel ouvert. Avec des outils de répression et de surveillance contre un prétendu danger « extérieur » qui serviront contre les menaces d'explosions sociales « intérieures », n'en doutons pas.

Les vraies frontières… sociales

Alors il y a le deuxième mensonge : les frontières seraient une « protection sociale ». Mais ce ne sont pas les migrants qui licencient ou embauchent à des bas salaires, ce ne sont pas eux qui fixent les règles de ce jeu cruel, l'exploitation. Dans ou en dehors de l'entreprise, cette frontière sociale bien réelle dispose de douaniers en cravate. Ce sont la bourgeoisie et le patronat, via leurs laquais du gouvernement. En faisant jouer la concurrence entre travailleurs d'ici et là-bas, ils espèrent toujours tirer leurs profits vers le haut.

Dans la période précédente, cette fine équipe délocalisait les industries et les emplois. Et là, pas de problèmes avec les frontières. On appauvrissait des régions entières pour payer des salaires de misère ailleurs. Aujourd'hui on fait l'inverse, on relocalise. Au profit des travailleurs du prétendu bon côté de la frontière ? Certainement pas ! La Bourse fait des profits insolents comme jamais. Il y a en France six millions de chômeurs et près de dix millions de pauvres.

Mais rassurez-vous tout le monde n'est pas perdant. Les 624 projets de relocalisation que recense L'Usine nouvelle, revue patronale, seront soutenus par nos impôts à hauteur de 729 millions d'euros dans un premier temps, puis 2,7 milliards en prévision. On fabriquera des chômeurs là-bas, quelques miettes seront distribuées ici, et comme toujours via ces aides publiques on socialise les pertes et… on privatise les profits.

Les gagnants et les perdants de ce Monopoly sinistre, voilà la vraie frontière. Une frontière de classe.

Pour nous contacter :
www.convergencesrevolutionnaires.org

Vol de RTT : un premier recul

La direction a laissé tomber son projet de nous imposer un demi-RTT avant les astreintes. Mais s'il y a des dépassements... elle pourrait en reparler. Encore une pression supplémentaire dont on n'a pas besoin. Décidément, nos dirigeants ont une passion pour la carotte et le bâton ! A nous de réclamer les embauches qui régleraient ce problème récurrent de surcharge de travail.

Formation : un temps de travail comme un autre

Pour beaucoup d'entre nous, aller en formation peut s'avérer un véritable calvaire. On nous envoie souvent dans les coins de l'Île-de-France les plus éloignés de nos lieux d'embauche. Avec les temps de trajet à rallonge et non payés, et quand on n'a pas la possibilité d'emprunter un véhicule de service, avec les moyens du bord, il faut savoir prendre sur soi pour se former ! Dans les formations, nous sommes souvent plusieurs du même site ou d'à côté, alors pourquoi ne pas faire venir les formations à nous, plutôt que l'inverse ?

Des paroles et des actes

Ces derniers temps, l'entreprise a semblé se préoccuper beaucoup de notre santé : campagne d'affiches sur le mois sans tabac, communication interne sur la prévention du cancer...

Mais, plus que de webinaires, ce sont de visites médicales régulières et approfondies dont nous aurions besoin et de nous laisser récupérer le temps nécessaire en cas d'accident du travail ou de maladie, sans pressions pour revenir coûte que coûte au boulot avec des postes dits «aménagés ».

Retraite : surenchère politicienne

Pour éviter de se mettre à dos l'électorat populaire à la veille des présidentielles, Macron avait jugé que « les conditions ne sont pas réunies » pour reculer l'âge de la retraite. Qu'à cela ne tienne, la droite, majoritaire au Sénat, vient d'y faire voter un amendement pour faire passer le départ à la retraite à 64 ans. Si cela a peu de chances d'être retenu, il s'agit surtout pour les Républicains de se faire mousser auprès de leur électorat réactionnaire, un peu trop tentés par les Zemmour et autres Le Pen ces derniers temps.

Muriel Pénicaud à la tête de l'OIT ? Une provocation pour tous les travailleurs

L'ancienne ministre du Travail a annoncé sa candidature à la direction de l'Organisation internationale du travail (OIT). Avec ses états de service – 900 personnes licenciées lorsqu'elle était DRH de Danone, 671 infractions au Code du travail lorsqu'elle dirigeait Business France, 400 000 contrats aidés supprimés et la réforme de l'assurance chômage pour accroître la précarité lorsqu'elle était ministre – sûr qu'elle fera honneur à la devise de l'OIT : « Si tu veux la paix, cultive la justice ».

Palestine occupée : nouvelle attaque de colons israéliens

Vendredi dernier, des extrémistes israéliens, venus de la colonie de Bat Ayin, ont attaqué des paysans palestiniens qui, aidés par des volontaires d'ONG, procédaient à la récolte des olives à Surif, un village situé près d'Hébron. Ils les ont roués de coups avec des bâtons, leur ont jeté des pierres et, pour faire bonne mesure, ont mis le feu à un cabanon et abattu 45 oliviers. Quant à l'armée israélienne, qui patrouillait à cet endroit durant la matinée, elle avait disparu lors de l'attaque des colons. Comme d'habitude… Entre début 2020 et mi-2021, l'ONG israélienne B'Tselem a recensé plus de 450 attaques contre des Palestiniens en Cisjordanie occupée. Sans que l'armée israélienne n'intervienne dans la majorité des cas pour stopper ces violences.

Contre les violences faites aux femmes, toutes et tous dans la rue !

À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, auront lieu dans tout le pays des rassemblements et manifestations samedi 20 novembre.

L'une des premières injustices, ce sont les salaires au rabais et les temps partiels imposés, qui rendent nombre de femmes dépendantes de leur conjoint, alors que les places d'accueil d'urgence pour fuir les violences conjugales restent insuffisantes. Par ailleurs, une femme sur trois a déjà subi du harcèlement sexuel au travail et les agressions sexuelles, y compris les viols, ne donnent que rarement lieu à des condamnations.

L'an dernier, le gouvernement avait fait un « Grenelle » et promis toute une série de mesurettes, dont beaucoup n'ont pas vu le jour. Alors c'est bien dans la rue que nous pourrons nous faire entendre et combattre cette oppression et cette violence.

Soyons nombreux à Paris, à 14h place de la République !

Versez au drapeau rouge !

Demain, vendredi 19 novembre, sera organisée une collecte pour financer notre bulletin. Toutes les deux semaines, ce tract contribue à dénoncer ce système d'exploitation, le capitalisme, dans les entreprises et dans le monde et à défendre la nécessité d'une autre organisation de la société, en fonction non des profits, mais des besoins humains.

En aidant à notre parution, vous pourrez manifester votre sympathie et nous permettre de faire encore bien des Etincelles !